



Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Robert COTTE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ, Joël VERA

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Contrat de Plan État Région 2015-2020 - Attribution de subvention INRA pour le projet TECHALIM + - Autorisation de signature

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

Depuis de nombreuses années, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique en faveur du développement économique de son territoire et de son attractivité. La récente compétence en matière de soutien à l'enseignement supérieur et aux programmes de recherche permet à la Métropole, la mise en œuvre d'une politique plus cohérente et plus inclusive, visant notamment une interaction plus efficace entre enseignement supérieur, recherche, transfert et innovation jusqu'au développement économique et à la création d'emplois. L'excellence ainsi développée dans l'ensemble de ce domaine accroîtra l'attractivité du territoire.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité contribuer significativement aux projets de l'Enseignement Supérieur Recherche et Innovation au titre du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020.

A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé d'attribuer des financements aux projets entrant dans sa stratégie de développement basée sur les 7 piliers que sont la santé, le numérique, l'agro-écologie-alimentation, la mobilité, le développement économique touristique et industriel, la culture-patrimoine-université et le commerce-artisanat.

Ainsi dans le cadre de sa stratégie de développement économique et de son soutien à l'innovation, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de soutenir le Projet Techalim + porté par l'Institut National de Recherche Agronomique (INRA).

Le projet Techalim + vise à soutenir et développer 3 domaines d'innovation de l'UMR Ingénierie des Agropolymères et des Technologies Emergentes (IATE) correspondant à une opportunité de positionnement unique de l'UMR sur des sujets à fort potentiel structurant et sur la base d'un partenariat étroit public-privé :

1. Un programme « céréales », avec le blé dur comme modèle d'étude en lien avec le centre méditerranéen des céréales. Ce programme utilisera principalement la partie dite « alimentaire » de la plateforme de transformation ;
2. Un programme « Exsudats de plantes » qui a choisi les mucilages comme modèles d'étude avec un grand nombre des projets publics-privés ;
3. Un programme de « bioraffinerie du végétal » s'appuyant sur la partie non alimentaire de la plateforme de transformation.

Ce projet se matérialisera par la création de locaux supplémentaires de type halle technologique, laboratoire et bureaux. Le volet principal concernera l'extension de la halle de fractionnement des produits végétaux déjà existante sur la campus SupAgro-INRA la Gaillarde. Les programmes d'actuels impliquent fortement la plateforme dans ses différents domaines d'application et nécessitent de ce fait le renforcement des équipements, des infrastructures et sa capacité d'accueil. Cette extension permettra également de séparer les activités de transformation alimentaires et non alimentaires d'un point de vue de l'innocuité sanitaire des produits alimentaires fabriqués, de spécificités de parcours technologiques et de renforcer la visibilité et la crédibilité à l'international de l'UMR IATE.

Le projet Techalim + porte sur la construction de 700 m² de halles technologiques dédiées aux trois domaines d'innovation, de 400 m² de laboratoires et de 340 m² de bureaux. Les bâtiments bénéficieront des normes environnementales actuelles et d'installations optimales. Leur conception sera réalisée en concertation avec les enseignants-chercheurs afin d'en favoriser un usage pédagogique. Les locaux à créer, seront le premier maillon d'un « Eco Science Park » ayant vocation de devenir un lieu de génération d'innovation participative entre la recherche publique et les entreprises privées et également les citoyens.

A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole attribuera dès 2020, un financement à hauteur de 1 000 000 € pour la réalisation du projet Techalim + d'un coût global de 5 200 000 €.

Pour information la répartition du financement du projet Techalim + :

- CPER - Montpellier Méditerranée Métropole 1 000 000 €
- CPER - Conseil Régional Occitanie : 2 500 000 €

- Montpellier Sup Agro : 300 000 €
- Autofinancement INRA : 1 400 000 €

Il est proposé la signature d'une convention d'opération entre les partenaires, présentant notamment le plan de financement de ce projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention d'opération entre l'Etat, la Région Occitanie, Montpellier Méditerranée Métropole, Montpellier Sup Agro et l'INRA,
- approuver l'attribution d'une subvention de 1 000 000 € au projet Techalim + porté par l'INRA sous réserve de l'inscription des crédits au budget concerné,
- dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Chantal MARION.

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-85570-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention opération

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.